



Rendez-vous le 4 avril pour continuer la mobilisation contre la hausse des frais d'inscriptions des étudiant·e·s étranger·e·s !

Depuis l'annonce au mois de novembre du plan « Bienvenue en France » et ainsi de l'augmentation des frais d'inscription pour les étudiant·e·s étranger·e·s ne venant pas de l'Union Européenne, nos organisations ne cessent de réaffirmer leur opposition à cette mesure.

Nous nous sommes mobilisé·e·s à plusieurs reprises pour demander l'abandon de cette mesure injuste qui instaurerait une sélection par l'argent aux portes de nos universités.

Nous dénonçons une mesure qui va avoir l'effet inverse de l'objectif « d'attractivité » affiché par le gouvernement puisque le nombre d'étudiant·e·s étranger·e·s candidatant en France a d'ores et déjà baissé. De plus le gouvernement répond à nos inquiétudes, concernant les étudiant·e·s n'ayant pas les moyens de payer leurs frais, par la possibilité pour les universités de les exonérer tant que celles-ci ne concernent pas plus de 10% des étudiant·e·s de l'établissement.

Ce processus ne fera qu'augmenter la concurrence entre les universités car toutes n'ont pas les mêmes moyens et donc pas les mêmes possibilités d'exonération. De plus les exonérations doivent être demandées par les étudiant·e·s renforçant ainsi la complexité des démarches.

Nos organisations avec la communauté universitaire, s'opposent frontalement à cette mesure.

Ainsi, les textes mettant en place cette mesure ont été très largement rejeté lors du dernier CNESER (64 voix contre, 3 voix pour, 2 abstentions). De plus, suite à la mobilisation du 12 mars ayant réuni plusieurs milliers de personnes dans la rue, une pétition réunissant plus de 350 000 signatures a été remise au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Malgré cela, si le gouvernement a finalement écarté les doctorant·e·s de la mesure face à la contestation, celui-ci persiste à vouloir imposer cette hausse des frais d'inscription des étudiant·e·s étranger·e·s ne venant pas de l'Union Européenne dès la rentrée prochaine.

Nous appelons donc à continuer la mobilisation notamment le jeudi 4 avril à l'occasion d'une journée nationale de mobilisation.